

*Initiatives ministérielles*

Je défie le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique de nommer un seul programme de réduction de dépenses qu'ils aient appuyé. Ils n'y parviendront pas.

Nous avons réduit les dépenses dans le domaine de la défense, au sujet duquel le député posait justement une question. D'ailleurs, les prévisions de dépenses de cette année indiquent que des économies seront réalisées à ce chapitre. Ces économies sont rendues possibles en partie parce que le Canada réduit ses engagements en Europe, ce qui constitue une mesure très constructive. D'autre part, les réductions de dépenses nous permettent d'accorder un budget à nos forces armées, de sorte que si l'armée désire acquérir du matériel moderne, il lui faudra réaliser des économies dans un domaine pour pouvoir dépenser ailleurs.

Le député d'en face dirait aux militaires qu'on leur a montré où ils pourraient réaliser des économies et qu'ils n'ont plus la possibilité d'acquérir du matériel moderne. Les hommes et les femmes qui nous servent, vous et moi, et qui sont au service de l'ensemble des Canadiens se verraient forcés de continuer à utiliser du matériel vieux de 40 à 50 ans, dont l'utilisation pourrait comporter des risques.

C'est ainsi que le Parti libéral conçoit les choses. Depuis le jour où Pierre Trudeau est arrivé au pouvoir en 1967, jusqu'en 1984, le Parti libéral a décimé le matériel des forces armées, et il poursuivrait cette politique jusqu'à ce que nous n'ayons plus de forces armées capables de faire quoi que ce soit pour le Canada.

**M. Kilgour:** Le député semble oublier, monsieur le Président, que le député de Calgary-Nord-Est et moi-même avons été expulsés du parti. Nous n'avons pas quitté le parti. Nos fauteuils ont pratiquement été démenagés d'un côté à l'autre de la Chambre.

Le député voudra peut-être expliquer le régime fiscal néo-zélandais à ses collègues et voisins. J'ai l'impression que j'en sais plus long que lui à ce sujet. Nous dira-t-il comment l'impôt sur le revenu et la taxe de vente sont entrés en vigueur? Croit-il que cela s'est passé de la même façon au Canada qu'en Nouvelle-Zélande? S'est-il entretenu à ce sujet avec Roger Douglas? Je sais qu'il siégeait au comité. Je sais qu'il est venu à Edmonton, votre ville et la mienne, monsieur le Président, et qu'il n'a pas donné la chance à grand-monde de sérieux de prendre même la parole devant le comité.

Je connais fort bien le caucus du député et je ne crois pas qu'il ait tenu une discussion intelligente sur les répercussions que la TPS allait avoir, dans la conjoncture économique actuelle, pour le Canada, le secteur des

petites entreprises et les électeurs du député. Très peu des députés d'en face, si toutefois il y en a, ont compris tout de suite de quoi il retournait avec la proposition. Comme autant de robots, ils n'ont fait qu'emboîter machinalement le pas à leur génie, l'ancien ministre des Finances qui, soit dit respectueusement, ne comprenait rien lui-même à cette proposition et n'y comprend toujours rien, ni d'ailleurs aux ravages qu'elle cause d'un bout à l'autre du pays.

• (1820)

**M. Soetens:** Monsieur le Président, le député a raison, on l'a mis dehors et il l'a mérité. S'il l'a mérité, c'est parce qu'il a reproché le faible niveau de ce débat. J'ai été membre du Comité pendant toute l'année et demie qu'a duré l'examen de cette question, et pourtant je ne me souviens pas qu'il ait comparu devant le Comité pour lui apporter la contribution de haut niveau qu'il juge appropriée.

Je ne suis pas gêné de dire que si nous avons instauré la TPS, c'est pour plusieurs raisons, notamment parce que la taxe sur les ventes des fabricants était une taxe régressive qui pénalisait les fabricants de ma circonscription et d'autres circonscriptions au Canada. Nous nous sommes dits que si nous éliminions la taxe de vente fédérale, cela permettrait au secteur manufacturier canadien d'être plus compétitif. Que nous pourrions ainsi aider ce secteur à devenir plus compétitif et à exporter une plus grande partie de ses produits.

Il est intéressant de voir qu'à présent les exportations atteignent chaque mois des chiffres record. Je dis bien des chiffres record. Et ce dans quel secteur? Dans le secteur manufacturier.

Si le député estime que l'instauration de cette taxe est une mesure terrible, il est sûr que, de son point de vue, toute mesure positive est terrible. De notre point de vue, de ce côté de la Chambre, aider le secteur manufacturier à exporter une plus grande partie de ses produits ou à devenir plus compétitif est une mesure extrêmement positive. Nous l'avons prise.

Je suis heureux de dire que notre Parti prendra les décisions difficiles devant lesquelles le Parti d'en face s'est défilé pendant toutes ses années d'existence depuis 1967.

**M. Maurice Foster (Algoa):** Monsieur le Président, je dois dire que j'ai écouté le député de l'Ontario avec beaucoup d'intérêt. Je doute qu'il ait prouvé grand-chose en expliquant en détail que le gouvernement prend des décisions difficiles.